



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
des Territoires
et de la Mer

ARRÊTÉ
portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement
de dispenser d'une évaluation environnementale le projet de modification système
d'assainissement de SAINT-MALO et du renouvellement de l'autorisation environnementale
associée

Bénéficiaire : SAINT-MALO AGGLOMERATION

Le Préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019, n°R24-2019-12-20-001, portant approbation de l'état des lieux du bassin Loire-Bretagne ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin SAGE Rance Frémur baie de Beausseis approuvé le 9 décembre 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2008 encadrant le système d'assainissement de Saint-Malo,

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 20 février 2009, modifiant les dispositions relatives aux valeurs des rejets en Azote et Phosphore ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06 janvier 2010, du 9 mars 2018 puis du 17 octobre 2024 relatifs à la mise en place d'une surveillance de la présence de certains micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel (RSDE) ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 27 mars 2017, modifiant le débit de référence de la station ;

Vu l'arrêté complémentaire du 20 décembre 2022 relatif à l'unité de Méthanisation ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif du 21 février 2024, portant le délai de l'autorisation au 31 décembre 2025 ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas relatif au projet de modification et au renouvellement du système d'assainissement de SAINT-MALO déposé par SAINT-MALO AGGLOMERATION, reçu et considéré complet par la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine le 27 mai 2025 ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé Bretagne du 19 juin 2025 sur le dossier de demande d'examen au cas par cas ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°24.a) « *Système d'assainissement dont la station de traitement des eaux usées est d'une capacité inférieure à 150 000 équivalents-habitants et supérieure ou égale à 10 000 équivalents-habitants* » du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification et de renouvellement du système d'assainissement vise à :

- demander le renouvellement de l'autorisation de rejet la période 2026 à 2029, sachant que l'autorisation actuelle arrive à échéance fin décembre 2025 ;
- les aménagements prévus pour les 4 prochaines années sur le système d'assainissement visent le réseau de collecte (amélioration de l'efficacité et réduction des déversements) :

Les aménagements prévus concernent notamment :

- l'augmentation des capacités de pompage et du refoulement vers la station d'épuration en débit de pointe (+ 600 m³/h) incluant la création d'une canalisation de refoulement « Bois-Aurant-STEP » ;
- la mise en réseau séparatif de plusieurs secteurs (Rosais, Herminier, La Grève...) ;
- la mise en place de vannes de stockage dans les gros collecteurs ;
- la réalisation d'un bassin tampon enterré d'une capacité de 8 000 m³.

Considérant que la faible durée dans le cadre du renouvellement de l'autorisation de rejet (4 ans), vise à permettre à SAINT-MALO AGGLOMERATION de déposer une future demande de renouvellement sur une plus longue durée en ayant notamment un retour ou des éléments plus précis sur les projets suivants :

- mise en service du méthaniseur ;
- mise en place de deux déflecteurs sur deux des quatre clarificateurs ;
- campagne d'essais pour définir la solution de traitement bactériologique la plus adaptée et la norme de rejet associée à proposer ;
- mise en services des vannes permettant de tamponner directement sur le réseau les eaux usées ;
- amélioration du modèle de dispersion en mer des panaches bactériologiques issus des rejets du système d'assainissement ;
- prise en compte des évolutions de la nouvelle directive sur les eaux résiduaires urbaines ;
- prise en compte des retours sur l'étude de faisabilité pour alimenter les barrages de Mireloup et Beaufort avec de l'eau usée traitée.

Considérant que l'ensemble de ces actions et études permet sur dix ans, durée du plan pluriannuel d'investissement issu du schéma directeur d'assainissement communautaire, et *a fortiori* d'ici 2029, une amélioration de la situation sur les enjeux de baignade, de cultures marines et de qualité des eaux côtières ;

Considérant les nombreuses études déjà existante sur ce système d'assainissement dont celle réalisée dans le cadre du schéma directeur d'assainissement de Saint-Malo Agglomération visant la modélisation hydraulique des réseaux d'assainissement de la Ville de Saint-Malo et la modélisation des flux de pollution issus du rejet du système d'assainissement dans le Routhouan ;

Considérant que les travaux envisagés sur le réseau de collecte ne nécessitent pas de travaux majeurs sur la station d'épuration, et que l'augmentation du volume en entrée de station suite à ces travaux, d'après les données du rapport annexé à la demande d'examen, ne remet pas en question le respect des normes actuelles de rejet à court (2029) et moyen terme (2040) ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, le dossier de renouvellement pour la période 2026-2030 et les modifications apportées sur le système de collecte feront l'objet d'une participation par voie électronique dans le cadre de l'instruction, ainsi que d'une demande d'avis aux différents organismes et services concernés ;

Considérant que les points III et IV de l'article R.122-3-1 CE disposent :

- qu'à compter de la réception du formulaire de cas par cas, l'autorité dispose d'un délai de quinze jours pour demander au maître d'ouvrage de le compléter et qu'à défaut d'une telle demande, le formulaire est réputé complet à l'expiration de ce même délai ;
- que l'autorité chargée de l'examen au cas par cas apprécie, dans un délai de trente-cinq jours à compter de la date de réception du formulaire complet, sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, si les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine sont notables au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article.

Considérant que le IV de l'article L.122-1 du Code de l'environnement dispose que lorsqu'un projet relève d'un examen au cas par cas, l'autorité en charge de l'examen au cas par cas est saisie par le maître d'ouvrage d'un dossier présentant le projet, afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale ;

Considérant que toutefois, lorsque le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L.181-1, L.512-7, L.555-1 et L.593-7, le maître d'ouvrage saisit l'autorité mentionnée à l'article L.171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ;

Sur proposition du chef de pôle police de l'eau de la direction départementale des territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de modification et de renouvellement du système d'assainissement de SAINT-MALO est dispensé d'une évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L.110-1 du Code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisée par l'application Télérécourse citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

En application du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, doit, à peine d'irrecevabilité, être précédé d'un recours administratif préalable devant l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, tout recours contentieux contre la décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié à SAINT-MALO AGGLOMERATION.

Une copie du présent arrêté sera adressée aux communes de SAINT-MALO, SAINT-JOUAN DES GUERETS, SAINT-COULOMB pour affichage en mairie.

Par ailleurs, il sera publié sur le site internet de la DREAL Bretagne et de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 30 JUIN 2025

Pour le Préfet,
Par délégation, le Directeur département des
territoires et de la mer d'Ille-et-Vilaine,